



PROMOTION *GÉNÉRAL GALLOIS*

2016 -2017

**LA LIBYE : ENTRE RECONSTRUCTION ET RISQUE
DE FRAGMENTATION**



CC Grégory Guiran

Sous la direction de :

M. Pascal Le Pautremat

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| INTRODUCTION..... | 3 |
| 1. La structure sociale de la société libyenne..... | 5 |
| 1.1. Des rivalités régionales historiques et toujours d'actualité..... | 5 |
| 1.2. Les grandes ethnies et tribus libyennes | 7 |
| 2. Le fait religieux..... | 11 |
| 2.1. Le mouvement Senoussi..... | 11 |
| 2.2. L'islam sous Kadhafi et l'origine des tensions | 12 |
| 3. L'instabilité sécuritaire en Libye. | 17 |
| 3.1. L'impossible désarmement des milices | 17 |
| 3.2. Contrebandes d'armes et de drogues..... | 19 |
| 3.3. Les tensions autour des enjeux pétroliers..... | 20 |
| 4. L'impossible conciliation politique | 23 |
| 4.1. Echec du CNT / GNP et la fracture politique de 2014..... | 23 |
| 4.2. La médiation onusienne et les impasses actuelles..... | 24 |
| 4.3. La problématique Haftar | 26 |
| 4.4. Fédéralisme ou retour à la Jamahiriya..... | 27 |
| CONCLUSION..... | 29 |
| Annexe 1 | 31 |
| Annexe 2 | 32 |
| Annexe 3 | 33 |
| Annexe 4 | 34 |
| Annexe 5 | 35 |
| Bibliographie..... | 39 |

INTRODUCTION

Le 17 décembre 2016, le chef du gouvernement d'entente nationale, Fayez Al-Sarraj, annonçait officiellement la fin des combats à Syrte contre l'Etat Islamique et la libération de la ville. Le combat contre cette organisation terroriste a contraint les libyens, de Misrata, de Tripoli ou Tobrouk/Beida à s'asseoir autour d'une table pour trouver une solution et éradiquer le problème. Désormais, l'Etat islamique ne représente plus une menace significative dans ce pays. Les libyens peuvent se reconcentrer à nouveau sur cette guerre civile qu'ils connaissent depuis la chute de l'ancien régime en 2011. La Libye est devenue un Etat de non-droit où s'affrontent deux gouvernements, des milices surarmées, des ethnies et des groupuscules extrémistes.

Toutefois, les origines des fractures de la société libyenne actuelle ne sont pas de simples conséquences de la révolution de 2011. Elles trouvent leurs origines bien plus profondément au sein de l'histoire, de la culture et des traditions de ce pays. Les trois régions libyennes ont suivi des trajectoires singulières au cours de l'histoire, traçant leur sillon de manière différente. Ces régions ont connu des influences différentes, accumulant des années de rivalités, en particulier entre Benghazi et Tripoli.

Les quarante années de règne de Mouammar Kadhafi ont joué un rôle de catalyseur des fractures déjà existantes, cristallisant les haines entre régions ou ethnies. De plus, ses modes de gouvernance, s'appuyant sur des jeux d'alliances entre les tribus et une distribution inégale du pouvoir et des revenus de la manne pétrolière, ont ouvert de nouvelles brèches dans la société libyenne. Enfin, sa relation ambiguë avec les institutions musulmanes, la marginalisation des islamistes ou de certaines minorités ont provoqué des divisions religieuses qui constituent encore aujourd'hui un terreau pour les extrémistes.

Le soulèvement des libyens en 2011 s'inscrit dans le mouvement révolutionnaire dit du « printemps arabe ». Il divise le peuple entre ceux qui restent fidèles à Kadhafi et ceux qui choisissent de s'opposer au régime. Le conflit fait 60 000 morts et laisse face-à-face un camp des vainqueurs (les villes et tribus ayant tenu un rôle actif ou soutenu la

révolution) et un clan des vaincus (Syrte, Derna, des tribus telles que les Kadhaffa et beaucoup de cadres du pays).

Bien que masquées par l'euphorie des révolutionnaires et les célébrations de la chute de la Jamahiriya, les fractures demeurent et sont profondes. L'inexpérience du gouvernement de transition, l'ingérence forte des acteurs extérieurs, et même le processus de médiation politique piloté par les Nations-Unies ne font qu'entretenir la fragmentation du pays.

Les rivalités et les divisions se sont empilées au fil des années, faisant du maillage sociopolitique libyen un écheveau inextricable. Pour comprendre l'état de fragmentation du pays, mais aussi les liens de dépendance forts qui existent entre libyens, cette étude s'attachera à analyser la Libye au travers des prismes socioculturel, religieux, sécuritaire et politique. La dimension économique de la crise sera abordée sous l'angle sécuritaire au travers de la guerre que se livre les différents acteurs pour le contrôle des champs de pétrole.

L'analyse des enjeux politiques, conduite en dernier, essayera de dégager les différentes options possibles de sortie de crise, de la réunification à la guerre totale, en passant par la Jamahiriya arabe libyenne.

1. La structure sociale de la société libyenne

Trait d'union entre le Maghreb et le Machrek¹, la Libye possède des spécificités culturelles et historiques jouant un rôle essentiel dans le fonctionnement de sa société. Les caractéristiques géographiques, ethniques et tribales sont les données d'une équation complexe avec lesquelles Kadhafi avait su composer pour diriger la Libye pendant 41 ans. Il a su jouer des rivalités anciennes et des alliances tribales pour asseoir son autorité. Ce jeu a conduit à sa perte et les événements survenus depuis 2011 n'ont fait que créer de nouvelles fractures et exacerber les anciennes.

1.1. Des rivalités régionales historiques et toujours d'actualité

La Libye, à la croisée entre le Maghreb, le Machrek et l'Afrique noire, se décompose naturellement en trois provinces traditionnelles : la Tripolitaine, le Fezzan et la Cyrénaïque. Chacune de ces provinces a évolué différemment, s'appuyant sur des spécificités géographiques, historiques et culturelles singulières.

Séparées par le désert de Syrte, éloignées de plus de 1000 km, la Tripolitaine et la Cyrénaïque ont pris des trajectoires différentes. L'histoire libyenne est marquée par cette rivalité entre Tripoli et Benghazi.

Il y a quelques milliers d'années, l'Afrique du Nord était peuplée d'un peuple d'origine berbère appelé les « Libous », qui donneront leur nom à la Libye. Dès l'an 1000 avant JC, les phéniciens s'installent à l'Ouest du pays et créent des comptoirs dont le plus important deviendra Carthage. Leur domination s'étendra jusqu'au golfe de Syrte. Au VII^{ème} siècle avant JC, les grecs s'installent sur la partie Est et y fondent des villes dont Cyrène. Les deux régions sous influence phénicienne et grecque vont cultiver leur rivalité pendant presque cinq siècles.

¹ Le Machrek (étymologiquement : « le levant ») regroupe l'ensemble des États arabes qui n'appartiennent ni au Maghreb (« le couchant »), ni à la péninsule arabique, c'est-à-dire : l'Irak, la Syrie, le Liban, la Jordanie et la Palestine. Pour Patrick Haimzadeh, la délimitation entre le Maghreb et le Machrek est « traditionnellement fixée à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Syrte ». *Au cœur de la Libye de Kadhafi*, Paris, éditions Jean-Claude Lattes, 2011, 200 p., p. 33

Si la conquête romaine apportera une certaine unité pendant environ deux siècles, le ralliement de la Cyrénaïque à l'empire d'orient vers l'an 300 sépare à nouveau ces régions.

Il faudra attendre la conquête des trois régions par les arabes au VII^{ème} siècle après JC pour voir les trois provinces à nouveau réunies. Cette période marque surtout l'ancrage de l'arabe et de l'islam sur le sol libyen. Toutefois, les califes régnant à Bagdad laisseront une certaine autonomie aux provinces, qui en terme d'influence se tourneront vers le Maghreb et la Tunisie pour la Tripolitaine, et vers l'Égypte pour la Cyrénaïque.

Dès le XVI^{ème} siècle, l'autorité ottomane, en particulier sous la régence des Karamanli, impose une véritable unité, en matant par la force, arabes et berbères. Mais dès le XIX^{ème} siècle, avec en particulier l'implantation de la confrérie religieuse des Senoussi en Cyrénaïque, les régions conservent une certaine indépendance. La colonisation par les italiens en 1912 ne modifiera pas dans un premier temps la scission existante entre les différentes régions. Une exception toutefois ; la période de répression de 1929 à 1940, sous la férule de Mussolini, verra les trois régions réunies sous une seule et même administration. Après la seconde guerre mondiale, la Cyrénaïque sera la première à devenir indépendante, se détachant du protectorat britannique pour redevenir l'Émirat de Cyrénaïque, sous la souveraineté de l'émir Idriss, futur roi de Libye.

Malgré l'indépendance en 1951, le concept d'unité nationale ne rentre toujours pas dans les mœurs². Jusqu'au coup d'État de Mouammar Kadhafi, la Libye, fédérale (1956-1962) ou pas, restera sous le contrôle des familles des différentes régions.

Pour réussir l'unité de la Libye, le guide suprême met en place la Jamahiriya libyenne, une forme de gouvernement situé « entre anarchie et dictature », et bouscule sans cesse le fonctionnement des structures administratives. Il réussit aussi le pari de désenclaver le Sahara libyen de son isolement relatif en s'appuyant sur un plan d'urbanisation colossal³⁴. Toutefois, ces jeux d'alliances et ces quarante années de règne générèrent des tensions d'ordres religieuses, tribales ou ethniques entre les différentes régions. La rupture entre Tripoli et l'Est libyen est réelle. « *Le régime n'avait presque rien investi pendant quatre*

² Jean Fleury, Crise libyenne : la nouvelle donne géopolitique, édition Jean Picollec, Paris, 2012, p28.

³ 1970, Muammar Kadhafi : « A dater de ce jour, le Fezzan ne sera plus une terre isolée ».

⁴ Le Fezzan a fait l'objet d'un projet d'urbanisation de 1973 à 2005, faisant passer la population de 87 354 à 268 440 habitants. Olivier Pliez, *Ville du Sahara*, Paris, CNRS édition, 2003, p 43-54

décennies dans cette région et plus particulièrement dans la ville de Benghazi »⁵. La Cyrénaïque est la première à se soulever en 2011.

Depuis la chute du régime, le pays a sombré dans le chaos. La scission entre les régions s'est accentuée depuis 2014. La Cyrénaïque abrite désormais le gouvernement de Tobrouk/Beida et les troupes de l'Armée National Libyenne (ANL) du général Haftar. La Tripolitaine accueille non sans difficulté le gouvernement d'entente national (GEN) et se trouve surtout sous l'influence de Misrata. La Libye d'aujourd'hui est quasiment revenue à sa fragmentation régionale historique telle qu'elle existait un millénaire avant notre ère (annexe 1 et 2).

« L'Empire romain d'abord, la conquête arabe, puis l'Empire ottoman, et enfin la colonisation italienne, ne seront pas parvenus à unifier dans la durée les trois grandes provinces qui, depuis l'Antiquité, regardent chacune dans des directions opposées »⁶.

1.2. Les grandes ethnies et tribus libyennes

A l'image de la plupart des pays africains ou arabes, le facteur ethnique et surtout tribal en Libye tient une place prépondérante dans la structuration de la société et, dans l'organisation de l'appareil étatique (Annexe 2). Les relations entre les différentes fractions sont une clé indispensable pour comprendre les tensions d'hier et d'aujourd'hui.

Un peuple arabo-berbère

Historiquement, la Libye appartient au vieux monde berbère. Cependant, les invasions hilaliennes et l'arabisation forcée des populations berbères au XI^{ème} siècle ont provoqué une transformation ethno-socio-linguistique. La Libye et ensuite tout le Maghreb ont été bouleversés par l'invasion des 100 000 bédouins issus des tribus Beni Hilal, Beni Mâquil ou Beni Sulaim⁷. Désormais 90 % de la population est arabe, répartie essentiellement entre la Cyrénaïque et la Tripolitaine.

⁵ Moncef Ouannes, *Révolte et reconstruction en Libye*, L'Harmattan, Paris, 2014, p31

⁶ LCL Guillaume chantereau, *La guerre de Libye. De la victoire militaire à la transition démocratique : les ambiguïtés de la coalition anti-Kadhafi*, Paris, 2016 , p9.

⁷ « L'invasion hilalienne est à coup sûr l'évènement le plus important de tout le Moyen Age magrébin. C'est elle, bien plus que la conquête musulmane qui a transformé le Maghreb pour des siècles. » Bernard Lugan, *Histoire et géopolitique de la Libye des origines à nos jours*, Bernard Lugan Editeur, 2015, p79

Les derniers berbères⁸ sont installés essentiellement dans le Djebel Nefoussa et dans la ville de Zouara sur la côte à l'Ouest de Tripoli. Il reste trois oasis isolés dont la population locale a le berbère comme langue première : El-Foqaha, Sokna et Augila.

Les deux autres ethnies minoritaires, les Touaregs et les Toubous résident aux marches du pays. Les Touaregs, quoique nomades, sont installés à Fezzan, à Oubari, à Ghat et à Targa⁹. Parce que ce sont des berbères sahariens, les Touaregs parlent encore tamashek. Les Touaregs de la Libye, du Niger, du Mali et de l'Algérie descendent du même ancêtre et possèdent des origines ethnolinguistiques communes. La solidarité culturelle entre les Touaregs issus de ces pays est un élément clé pour comprendre les échanges et trafics qui ont lieu dans la bande sahélo-saharienne. L'ethnie des Toubous se trouve quant à elle dans le sud de la Cyrénaïque, à Sarra aux frontières du Niger et du Tchad, et pratique la langue Teda comme les Toubous de ces deux pays.

Si cette diversité culturelle peut apparaître comme une richesse, elle est surtout source de conflits régionaux. L'intégration des minorités ethniques s'apparente à un double échec, à la fois politique et socioculturel. Les berbérophones libyens demeurent très attachés à leur identité linguistique. Pour le Mouvement Culturel Amazigh Libyen (MCAL), le langage amazigh pratiqué par les berbères doit être considéré comme faisant partie du patrimoine Libyen. Hors, sous le gouvernement de Kadhafi, la Jamahiriya, fondée sur la pratique exclusive de la langue arabe et de l'islam, a conduit à la marginalisation de toutes autres formes de cultures. En conséquence, les berbères du Djebel Nefoussa, persécutés, furent les premiers, après Benghazi, à prendre les armes contre l'ancien régime.

Les Touaregs et les Toubous furent quant à eux les victimes des errements de la politique panafricaine. En effet, afin de soutenir ses ambitions militaires, Kadhafi a appliqué une politique à géométrie variable de nationalisation des mercenaires de ces ethnies. De ce fait, à ce jour, plusieurs milliers de Toubous et de Touaregs de Libye sont apatrides. Cette exclusion des minorités a continué après le régime avec la commission de réforme de la nationalité de 2013 qui a déclaré illégal le statut de près d'un million de personnes, récoltant en retour une déclaration d'autonomie du Fezzan et une démonstration de force de groupes armés¹⁰.

⁸ 700 000 individus

⁹ 10 000 individus

¹⁰ Archibald Gallet, *Les enjeux du chaos libyens*, Politique étrangère, 2015, p101

Depuis 2011, les militants berbéristes expriment à nouveau librement leurs revendications identitaires, et rejoignent celles des Toubous et Touaregs pour une reconnaissance écrite de leur langue et de leur culture dans la future Constitution. Leur demande se heurte pour l'instant aux résistances des arabes et aux représentants de l'ouest. De facto, ces minorités boycottent les institutions alors que leur intégration dans la vie politique libyenne est indispensable à la recherche d'une unité nationale.

Le fait tribal

A la différence des autres pays du Maghreb, la tribu est considérée comme une composante essentielle de la société libyenne. 15% seulement de la population du pays est détribalisée.

Particulièrement complexe à décrypter, le système tribal libyen joue un rôle de premier plan dans la vie politique, économique, sociale et sécuritaire. Il s'appuie sur une structure hiérarchique précise et sur des jeux d'alliances inextricables pour une personne extérieure au système. Le tribalisme en Libye est « *un esprit, une structure identitaire, une âme collective, une appartenance contraignante, un sens de l'histoire, et de l'appartenance et une éthique commune* »¹¹.

Il existe environ 30 tribus principales qui dirigent plus de 2200 tribus, clans et groupes familiaux. Ces tribus principales représentent presque quatre millions et demi de libyens¹². Elle s'organise autour de trois grandes confédérations (coof ou saff) :

- la confédération Sa'adi de Cyrénaïque, qui comprend la tribu des Barasa ;
- la confédération Al-Bahar du nord de la Tripolitaine ;
- la confédération des Awlad Sulayman, qui comprend la tribu des Qadhafa et des Warfallas.

Mouammar Kadhafi avait pleinement compris qu'il ne pouvait diriger la Libye sans s'appuyer sur les tribus. Il conserva donc le système tribal et composa avec différentes alliances, au sein et entre les confréries. Il bénéficia du soutien indéfectible de sa tribu d'origine (les Qadhafas), se maria avec une femme de la tribu des Barasa, et redistribua des parcelles de pouvoirs et de richesses pour limiter les mécontentements.

Au terme de ses manœuvres, Kadhafi avait construit une alliance qui s'étendait de la Tripolitaine au Fezzan, en incluant la région de Syrte, et une partie de la Cyrénaïque¹³. La

¹¹ Moncef Ouannes, *Militaires, élite et modernisation dans la Libye contemporaine*, Paris, 2009, p288-289

¹² Hocine Chougui, *La composition ethnique des tribus libyennes*, ISM, 2012

tentative de coup d'état en 1993 par une branche des Warfalla de Cyrénaïque démontre cependant les limites de son système, essentiellement engendrées par une balance beaucoup trop favorable aux Qadhafas.

La déchirure qui s'opère en 2011 entre les tribus pro-Kadhafi et celles qui rejoignent la rébellion sera à l'origine de haine profonde dont la Libye traîne toujours les stigmates. La tribu des Qadhafas, les villes de Syrte et Beni Walid, restées fidèles à l'ancien régime pendant le conflit, deviennent des parias dès 2011. Des divisions sont apparues au sein même de certaines tribus (Tarhouna, Warfalla ou oulled sliman¹⁴), faisant des membres d'un même clan des frères ennemis.

De plus, avec le départ de Kadhafi, le Conseil National de Transition (CNT) qui est arrivé au pouvoir peine à s'imposer en matière de mesures sécuritaires et organisationnelles. Les tribus cherchent donc à combler le vide laissé par le gouvernement central en mettant en place leur propre système sécuritaire (milice tribale), administratif, judiciaire et affichant des revendications territoriales. Ces revendications sont d'autant plus marquées dès lors qu'il s'agit d'enjeu pétrolier.

Les tribus continuent aujourd'hui de jouer un rôle de premier plan, en particulier à l'encontre des différents groupes islamistes. « *La confrontation entre tribus et groupes islamistes s'est notamment marquée autour du différent de la loi tribale contre la charia ou loi islamique. C'est pourquoi un grand nombre de tribus ont rejoint le combat du général Haftar dans sa lutte contre les groupes islamistes* »¹⁵.

Le déclenchement de l'opération « Dignité », rajoute un niveau de complexité à l'écheveau tribal. De même que certaines tribus étaient qualifiées de pro-Kadhafi, d'autres s'affichent désormais comme étant pro-Haftar ou pro-gouvernement d'entente nationale. Et cette répartition échappe à la simple logique Tripolitaine/Cyrénaïque. La tribu de Zenten, bastion berbères dans l'Ouest libyen, et allié du gouvernement de Tobrouk, illustre pleinement ce propos.

Au bilan, entre l'instrumentalisation des tribus et leur partition lors de la révolution, puis lors de l'opération « Dignité », les tribus ont perdu en influence et en unité. Mais elles demeurent une des clés de compréhension du problème. Le conseil suprême des tribus

¹³ Bernard Lugan, *Histoire et géopolitique de la Libye des origines à nos jours*, Bernard Lugan Editeur, 2015, p135

¹⁴ Moncef Ouannes, *Révolte et reconstruction en Libye*, L'Harmattan, Paris, 2014, p55

¹⁵ Arwa Kaddur, *Bilan de la situation en Libye*, IRIS, Janvier 2015, p14

demeurent un acteur de la vie socio-politique libyenne. Ces tribus participent aussi au maillage d'alliances qui existent dans ce pays ; elles jouent ce rôle ambivalent de frein à l'unité politique et de modérateur à un embrasement généralisé du conflit.

2. Le fait religieux

Depuis les invasions arabes, la Libye est un pays musulman, composée à 90% d'arabes sunnites. L'islam possède une place prépondérante au sein du paysage culturel libyen¹⁶. Les fractures qui apparaissent aujourd'hui entre islamistes et non islamistes, entre anciens membres de Farj Al Libya et le clan Haftar, donnent au conflit libyen le visage d'une crise idéologico-religieuse. Ces dissensions ont été générées par ces cinq décennies de bouleversements significatifs de l'empreinte socio-politique de cette religion : la Sanusiyya, puis la Jamahiriya arabe et musulmane, et enfin l'émergence des partis islamistes et leur déclin.

2.1. Le mouvement Senoussi

La Sanusiyya s'apparente à une grande confrérie religieuse et tribale, présente en Libye mais aussi dans d'autres pays d'Afrique du Nord. Elle fut fondée en 1835 par un algérien du nom de Saïd Muhammad Ben Ali As-Sanûsi. La première théocratie s'implante en Cyrénaïque à Al-Baïda. La confrérie s'appuie alors sur un réseau de centre religieux (Zaouia), répartis sur l'ensemble du territoire.

Ce mouvement religieux forme le noyau de résistance à l'implantation française dans le Sahara Oriental¹⁷ et à l'occupation italienne jusqu'en 1929¹⁸. Avant la poussée du nationalisme qui précède l'indépendance de la Libye, la Sanusiyya constitue le lien le plus fort entre les différentes tribus.

En 1949, avec le soutien des tribus de Cyrénaïque, le chef de la Sanusiyya, devient le roi du royaume de Cyrénaïque. Après l'indépendance de la Libye, le roi Idriss ne fonde pas

¹⁶ « Selon un sondage de septembre 2013 réalisé par le National Democratic Institute (NDI)26, 44% des sondés déclaraient que la charia devait être la principale source de législation dans la Constitution. D'autre part, 37% déclaraient qu'elle devait être la seule source de législation dans la Constitution. », Arwa Kaddur, *bilan de la situation en Libye*, Observatoire des mutations politiques dans le monde arabe, janvier 2015

¹⁷ Guerre « franco-senoussi », début XIX siècle.

¹⁸ Guerre « Sainte » menée par Omar Al-Mukhtar entre 1922-1929.

la monarchie sur sa confrérie, mais décide de s'appuyer sur sa tribu (les Barasa) et ses alliés de la confédération des Saadi. Le divorce entre la Sanusiyya et le pouvoir politique est initié. Cette rupture initiée en 1951 se maintiendra jusqu'à l'émergence des premiers partis politiques en 2011.

2.2. L'islam sous Kadhafi et l'origine des tensions

L'opposition islamique, senoussite ou des frères musulmans, constitue une menace pour le régime de Kadhafi. Ces mouvements se réclament de l'islam politique, et établissent de facto la seule opposition ayant un ancrage social en Libye.

Fervent musulman, Kadhafi donne à l'islam une place centrale dans ses discours. Il croit en la pureté de cette religion et croit en « *la valeur du Coran comme guide politique et moral pour le monde contemporain* »¹⁹. Toutefois, à l'image de ces relations ambiguës avec les différentes tribus, Mouammar Kadhafi instrumentalise les acteurs du mode religieux, et entretient le divorce entre les pouvoirs politiques et islamiques.

À la fin des années 1970, Kadhafi commence à entrer en conflit avec le clergé sunnite et certains aspects fondamentaux du sunnisme. Toujours animé du souci d'exercer un rapport direct avec son peuple, le colonel dénie aux oulémas le monopole de l'interprétation du Coran. Il invite donc chaque Libyen à s'appropriier le texte sacré, mais il prend soin néanmoins de délivrer ses propres interprétations dans ses discours. Il remet en cause l'authenticité des Hadits et modifie le calendrier musulman.

Cette vision hétérodoxe de l'Islam est une provocation et sert de terreau aux islamistes, frères musulmans ou autres Salafistes.

En conséquence, les mouvances islamistes émergent à partir de 1995 et se radicalisent sous l'influence d'anciens d'Afghanistan. Ces groupes, localisés essentiellement en Cyrénaïque, constituent le socle de l'opposition à l'ancien régime. Kadhafi leur voue une véritable haine et considère que l'islamisme radical est « *pire que le sida* »²⁰. Il crée des lois anti-islamistes à leur encontre, imposant des sanctions contre tous ceux qui pourraient les soutenir, alliés ou famille. Il les traque à travers tout le pays et justifie la répression en faisant valoir que lorsqu'« *un animal est malade, le vétérinaire doit l'abattre pour éviter la contamination des autres animaux [...]. Nous ne pouvons pas laisser cette épidémie*

¹⁹ L'islam en Libye - Wikipédia

²⁰ Bernard Lugan, *Histoire et géopolitique de la Libye des origines à nos jours*, Bernard Lugan Editeur, 2015, p149

anéantir la société. Nous devons être cruels. Toute personne touchée sera considérée comme infectée par une maladie grave et incurable et devra donc disparaître ».

A l'image de Nasser, qui fut un modèle pour Kadhafi, la branche libyenne des frères musulmans est considérée comme hors la loi et condamnée à la clandestinité ou l'exil. Les contingents restés en Libye subissent une répression violente du régime.

L'essoufflement du régime et les échecs de sa politique économique facilite l'émergence de mouvements islamistes de plus en plus nombreux. Les principaux mouvements sont : « *le Parti de la libération islamique, le Groupe islamique combattant libyen (GICL, Jama'a al-islamiyya al-muqatila), le Mouvement des martyrs de Libye (Harakat al-Chouhada al-libiya), et le Groupe islamique de Libye (al-Jama'a al-islamiyya al-libiya). D'autres groupes armés ont, eux aussi, fait leur apparition en 1996, tels que le Groupe islamique libyen ou Ansar Allah (Les disciples de Dieu) ou plus tard le Mouvement des patriotes libyens, né en 1997* »²¹.

Le GICL s'est montré particulièrement actif à la fin des années 90. Proche d'Al Qaida, ce groupe mène des insurrections armées sur le territoire libyen, et tente d'assassiner le « guide suprême ». La répression par les troupes de Kadhafi permet quasiment d'éradiquer le GICL. Certains de ces cadres quittent le territoire, pendant que d'autres se diluent dans la population. La violence des combats, en particulier dans Benghazi, va cristalliser les haines qui émergeront en 2011 lors de la révolution.

2.3. De l'euphorie de la révolution à la frustration de l'échec des urnes.

La lutte contre le régime de Kadhafi va permettre aux islamistes de sortir de l'ombre et de s'affirmer au sein du paysage social et politique libyen. Avec la tribu berbère de Zenten, les mouvances islamistes seront à l'origine des soulèvements les plus violents, dont celui de Benghazi. Le recours à la révolte armée est le choix de prédilection des groupes islamistes radicaux. Cette violence constitue l'ADN de leur mode d'action, aujourd'hui comme en 2011.

La force des islamistes radicalisés et des Djihadistes est d'avoir su « *encadrer, canaliser et orienter ces jeunes et adultes déçus par l'autoritarisme exercé pendant 42 ans* »²². Ils ont su solliciter une forme d'engouement au sein de la population et ainsi créer les milices

²¹ Yahia H. Zoubir, *Contestation islamiste et lutte antiterroriste en Libye (1990-2007)*, *L'Année du Maghreb*, IV | 2008, 267-277.

²² Moncef Ouannes, *Révolte et reconstruction en Libye*, L'Harmattan, Paris, 2014, p33

qui leur ont permis de jouer un rôle de premier plan lors de la révolution, au même titre que les tribus de Zenten ou la cité de Misrata. La fin du régime a permis à de nombreux islamistes de sortir de leur isolement et de constituer des partis politiques affichant un visage de modéré à radicaux. La Libye voit ainsi apparaître des partis tels que :

- le « Parti de la Justice et de la Reconstruction » (PJR), islamisme conservateur et possédant une affiliation aux frères musulmans) ;
- l'« Alliance des Forces Nationales » (AFN), conservateur et islamiste modéré
- le « Parti du front national » (ex Front de salut national libyen), libéral, démocrate et progressiste.

Malgré leur nouvelle position dans le paysage politique libyen, les islamistes échouent face aux urnes et ne jouent pas le rôle de premier plan auquel ils aspirent. Les libéraux arrivent en tête des premières élections libres de Libye, freinant ainsi la dynamique du « printemps islamiste libyen ». En juillet 2012, la victoire de la coalition menée par Mahmoud Djibril met le coup d'arrêt final à leur ambition politique. L'AFN remporte des élections législatives étriquées face au PJR des frères musulmans.

L'islam demeure un élément incontournable de la politique et de la culture libyenne. Le Conseil National de Transition (CNT), parmi ses premières mesures, impose le retour de la charia. Cette manœuvre politique permet de rassembler les différentes mouvances du pays, trait d'union entre modérés et radicaux. Toutefois, malgré la synergie des printemps « arabes », les succès d'Ennahda en Tunisie et des frères musulmans en Egypte, la majorité des libyens tournent le dos à cette forme d'islamisme dur.

En effet, l'islamisme libyen possède des caractéristiques propres qui le distinguent et ne permettent pas au radicalisme d'émerger de manière prépondérante au sein de la société libyenne. Tout d'abord, son ancrage demeure faible au sein de la société. La répression physique et idéologique conduite par l'ancien régime a empêché les islamistes de construire des bases véritablement solides pour asseoir leur emprise sur le territoire. La diabolisation faite par Kadhafi des groupuscules islamistes et de leurs engagements a infusé les esprits pendant plusieurs décennies et continue encore d'influencer la perception que les libyens ont de ces mouvements.

De plus, la multiplication des mouvements islamistes rend difficile l'appréhension de leur projet. Les ramifications et les alliances se sont multipliées depuis 2011, créant un ensemble dont les frontières sont difficiles à lire. Les différents groupuscules n'agissent

bien souvent que par intérêt politique, territorial ou financier. Les principaux groupes islamistes radicaux sont²³ :

- le mouvement des frères musulmans libyens, appuyé politiquement et financièrement par le Qatar ;
- la salafiya Jihadiya, proche idéologiquement d'Al-Qaïda, impliqué dans la révolte armée et le pillage des entrepôts d'armes ;
- la Salafiya Ilmiyya proche idéologiquement et politiquement de l'Arabie Saoudite ;
- le Groupuscule Libyen pour le Changement (ancien GICL) ;
- Ansar Al Sharia, groupe islamiste Salafiste qui prône une application stricte de la charia²⁴.

Les affiliations diverses de ces groupes, soit à des organisations terroristes (Al Qaïda, Daesh), soit avec les puissances du golfe Arabo-Persique, constituent une source de discrédit lourd pour ces groupes en quête de légitimité politique intérieure.

Enfin, les modes d'action particulièrement violents développés par ces groupes, avec le recours aux assassinats ou le limogeage sur place publique des tributaires de l'ancien régime, ont entretenu le climat de haine. L'implication des islamistes, et en particulier d'Al Qaïda ont provoqué une forme d'aversion au sein des tribus qui ont souffert pendant et même après la révolution. Ces meurtres contribuent depuis à l'ambiance sécuritaire particulièrement tendues en Libye.

L'assassinat du général Abd al-Fatah Younis, ancien ministre de l'Intérieur de Kadhafi devenu commandant en chef de l'armée rebelle, marque la première scission significative entre le peuple révolutionnaire et les milices islamistes. L'opération « Dignité » du général Haftar contre la menace que représente les groupes islamistes de Benghazi intervient dans ce contexte délétère. Le conflit entre islamistes et les troupes de l'ancien général déchu de Kadhafi revêt une dimension religieuse forte, teintée de lutte contre le terrorisme. Malgré la dissolution de Fajr Libya, les tensions demeurent fortes sur le plan religieux entre le GEN, Tobrouk et les islamistes. Le grand Muftisalafiste Sadeq al-Ghariani, anti-GEN et anti-Haftar compose avec les rivalités des différents clans et contribue très largement à maintenir le niveau de tension entre les différents partis. Très

²³ Moncef Ouannes, *Révolte et reconstruction en Libye*, L'Harmattan, Paris, 2014, p75

²⁴ fondé pendant la révolution libyenne de 2011, AAS serait impliquée dans l'attaque du 11 septembre 2012 contre le Consulat américain à Benghazi. Ce groupe fait partie de la liste noire du Conseil de sécurité des Nations Unies

présent sur l'échiquier politique, le Mufti multiplie les interventions controversées²⁵ et les appels au recours à la violence. Il est considéré par le GEN comme l'un des principaux éléments de déstabilisation en Libye²⁶. L'appel à la vengeance lancé par le Mufti après l'assassinat du Cheikh Nader Omrani enlevé le 6 octobre 2016 a provoqué une montée des tensions à Tripoli entre les milices dures de Tripoli d'un côté (anti-GEN et pro-Mufti) et de l'autre celles (pro-GEN) d'Abdelraouf Kara et d'Haïtham Tajouri.

Depuis la révolution, les islamistes, comme la plupart des acteurs, cherchent à trouver leur place au sein du paysage politique. Qatar, Arabie Saoudite et Egypte, jouent de leur influence pour leur soutenir les partis ou milices qui correspondent à leur modèle religieux.

Toutefois, en choisissant un modéré comme président, les libyens envoient un signal fort aux salafistes et autres frères musulmans. L'absence d'unité des islamistes et leur affiliation à certains mouvements terroristes ont empêché que le mouvement prenne plus d'ampleur. La Senoussya, même dans une position effacée depuis les exactions conduites à son encontre sous Kadhafi demeure un lien fort entre les libyens. Cette tribu religieuse peut, dans le contexte actuel, émerger à nouveau pour jouer un rôle de cohésion nationale, comme lors de sa période glorieuse.

²⁵ Le 04 novembre 2016, en réaction à la réunion de Londres sur les institutions économiques, le mufti Sadiq Al-Gharyani déclare : « s'il est prouvé que le Conseil présidentiel s'est engagé avec la Banque mondiale, cela signifie que le CP aura déclaré la guerre à Allah »

²⁶ Fayez Al Sarraj considère, dans une interview au Libya Herald, qu'il y a « quatre malfaiteurs » qui font tout pour entraver le travail du CP : Khalifa Haftar, Aguila Saleh, Siddiq Al Kébir (gouverneur de la banque centrale de Tripoli) et le mufti Sadeq Gharyani

3. L'instabilité sécuritaire en Libye.

Depuis la révolution, la Libye, sans gouvernance reconnue et unique, est plongée dans une guerre civile quasi continue. Cet Etat présente désormais toutes les caractéristiques d'un état fragile²⁷ et se rapproche du statut d'Etat failli²⁸. En pleine crise politico-sécuritaire, le gouvernement ne détient plus le monopole de la force et n'est pas en mesure d'assurer la protection de la population. Il ne contrôle plus l'intégralité de son territoire et ses frontières sont poreuses aux trafics humains et matériels. Enfin l'Etat souffre de vulnérabilités économiques fortes liées à sa dépendance au pétrole, et qui place le triangle pétrolière au centre des affrontements armés internes.

3.1. L'impossible désarmement des milices

« L'ancien premier ministre Mahmoud Jibril affirme dans une interview que le pouvoir réel sur le terrain revient aux milices armées (à peu près 70 000 membres en octobre 2011) »²⁹. Ces milices opérant en Libye se classent selon quatre catégories : Tribal ou local, du sud (contrebande, trafic ou immigration clandestine. Localisé dans le Fezzan), islamiste (Ansar al-Charia, le conseil de la Choura) ou étatique (Petrol Facility Guard).

Les plus puissantes sont celles attachées aux grandes tribus (Gheriane) ou aux villes-Etats (Misrata, Zenten). Au terme de la révolution libyenne, face à l'incapacité du CNT de régler les problématiques sécuritaires en Libye, ces milices surarmées imposent une forme de dictature par les armes au sein des différentes régions. Pour le juriste Libyen, Hédi Abohamra, *« Nous sommes aujourd'hui dans une société difficile caractérisée par l'incapacité du gouvernement, et le pays est gouverné dans la réalité par des milices »* (17/01/2013).

Le processus de « Désarmement Démobilisation et Réintégration » n'a jamais pu être mené à bien à l'issue du conflit. Le gouvernement a échoué pour absorber ces milices au sein de l'armée régulière ou les forces de sécurités intérieures. Ces dernières préfèrent leur

²⁷ Selon le classement « fragile state index » émis par l'organisation Found For Peace en 2016, la Libye se situe à la 25^{ème} place entre l'Ethiopie et le Myanmar.

²⁸ John Kerry, février 2016, « Ces derniers mois, nous déployons d'importants efforts pour mettre en place un gouvernement à Tripoli. Si les forces en conflit dans ce pays ne s'unissent pas, la Libye deviendra un Etat failli »

²⁹ Moncef Ouannes, Révolte et reconstruction en Libye, L'Harmattan, Paris, 2014, p68

autonomie et leur attachement régional ou tribal. Certains spécialistes estiment même que leur intégration au sien de l'armée pourrait se montrer plus dangereuse qu'autre chose, compte tenu de leur ancrage trop fort au sein de leur tribu ou région d'origine. De plus, « *Aucune [katiba] ne veut désarmer avant l'autre, sans avoir de garanties de transition politique. On se retrouve donc plutôt avec une juxtaposition de milices armées qui tirent leur légitimité des combats et se partagent le terrain* »³⁰.

Et bien que ces milices aient combattu ensemble l'armée régulière de Kadhafi, elles s'opposent farouchement aujourd'hui. Le combat qui a opposé les milices de Misrata et celles de Zenten autour de l'aéroport de Tripoli en juillet-août 2014 illustre clairement ce propos. En novembre 2016, au centre-ville de Zawiyya, la milice d'Ibrahim Hneich (clan Hneich) et la milice « Khadraoui » (clan *Ouled Sagr*), s'affrontent sur fond d'anciennes rivalités claniques, utilisant chars et mortiers. En revanche, ces tribus savent trouver leur intérêt et supporter le gouvernement lorsque nécessaire. Le soutien de Misrata au gouvernement libyen a été indispensable pour combattre et vaincre l'Etat Islamique à Syrte.

Cependant, toutes puissantes sont-elles, aucune de ces milices ne l'est suffisamment pour pouvoir prendre le contrôle du pays. La constitution d'une armée régulière libyenne est toujours une vraie nécessité pour que l'Etat puisse jouer son rôle. La fragmentation des cadres militaires entre l'Est et l'Ouest a considérablement compliqué la donne. Les très nombreuses milices présentes à Tripoli entretiennent un climat d'insécurité permanent dans lequel le gouvernement tente d'opérer. De plus, les différentes actions de déstabilisation de Khalifa Ghweil³¹, président du gouvernement non légitime de « Salut national », continue de décrédibiliser le conseil présidentiel. Afin que le seul embryon de structure politique puisse opérer, la création d'une garde présidentielle est devenue indispensable. L'émissaire de l'ONU, Martin Kobler, soutient cette garde qui « *fournira une protection aux institutions de l'Etat et aux ambassades et [...] qui une fois constituée pourra demander des exemptions à l'embargo sur les armes imposé à la Libye afin de s'équiper et de s'armer* »³². La France a confirmé son intention de soutenir cette initiative et souligne que son rôle militaire en Libye est de former la garde présidentielle. Cependant, les forces de l'Est n'apprécient pas la création de cette armée présidentielle, et

³⁰ Arnaud Denjean, Eurodéputé en mission en Libye en février 2012

³¹ Le 12 janvier 2017, les groupes armés de Ghweil ont pénétré dans le siège du gouvernement et occupés trois ministères (défense, travail, Martyrs)

³² AFP – Libye : l'ONU soutient la création d'urgence d'une garde présidentielle – 06/12/2016

freinent sa constitution. Ali Qatrani, vice-président du Conseil Présidentiel du GEN (pro-Haftar) considère que la création de la garde présidentielle est « *une violation flagrante de la souveraineté de la Libye et une ingérence flagrante dans les affaires intérieures* », soulignant que la dite-garde présidentielle n'est que le recyclage et la légitimation des milices.

3.2. Contrebandes d'armes et de drogues

Dans une société où l'Etat ne joue plus son rôle en matière de police, les marchés clandestins se développent naturellement, en particulier « *au sein d'une société ayant une longue tradition dans la pratique de la contrebande, du commerce parallèle, des échanges transfrontaliers et de l'émigration clandestine* »³³.

A l'instar de la société libyenne, ce sont les liens familiaux, tribaux ou ethniques qui règlent cette économie parallèle. De plus, la solidarité entre les Touaregs des différents pays limitrophes favorise la porosité des frontières. Les ambitions africaines de Kadhafi l'avaient conduit à créer des stocks d'armes colossaux³⁴, conventionnelles ou chimiques, majoritairement en provenance de la Russie. A ces réserves, il faut rajouter les armes parachutées aux rebelles par les forces de la coalition. Dans le chaos qui a suivi la révolution libyenne, ses armes ont été disséminées à travers tout le pays, fournissant les milices ou groupuscules terroristes en interne, mais aussi alimentant le commerce avec les pays en crise de la bande sahélo-saharienne. Les armes libyennes continuent encore aujourd'hui d'être un vecteur de déstabilisation pour l'ensemble de la région, et pour la Libye elle-même.

La zone est aussi une plateforme pour le trafic de drogue en provenance des plateaux marocains via la Mauritanie, ou l'héroïne afghane circulant sur le réseau d'Afrique de l'Ouest. Ces différents trafics contribuent à l'instabilité du pays et en particulier du Fezzan, en générant des rivalités pour le contrôle des différentes routes commerciales et leurs marchés afférents. De plus, ces réseaux fournissent une manne financière complémentaire aux différents groupes djihadistes installés dans le Fezzan, même « *si le degré de collusion entre djihadisme saharien et réseaux de narcotraffic est difficile à établir, les djihadistes [préfèrent] protéger le trafic de stupéfiants plutôt que de s'y livrer*

³³ Moncef Ouannes, Révolte et reconstruction en Libye, L'Harmattan, Paris, 2014, p81

³⁴ 35 millions d'armes seraient en circulation, soit 5 armes par famille

eux-mêmes »³⁵. La zone d'intérêt ne se limite pas au Fezzan. Les zones portuaires, hub de départ vers l'Europe pour la drogue et les migrants, sont devenues des zones de combats entre les différents groupes armés³⁶.

La dernière conséquence est la jeunesse libyenne dont la consommation de drogue s'est répandue, s'entendant aux médicaments de contrebande.

3.3. Les tensions autour des enjeux pétroliers

Jusqu'à la découverte du pétrole en 1955, la Libye ne disposait pas des ressources pour prétendre à une indépendance économique. Le royaume fédéral de Libye survivait en s'accrochant à ses grands protecteurs. La monarchie met en place un système d'exploitation attractif pour l'attribution des concessions aux compagnies étrangères. Dès 1959, l'exploitation du pétrole permet d'augmenter de manière significative le revenu national³⁷.

En 1967, la Libye devient le 4^{ème} exportateur mondial de pétrole et un acteur important de l'Organisation des Pays Exportateur de Pétrole (OPEP). En termes de réserves, la Libye dispose des plus importantes de l'Afrique et les neuvièmes dans le monde avec 48 milliards de barils en 2015. La découverte massive de pétrole puis les premiers forages vont ainsi bouleverser la société libyenne, et provoquer une hausse brutale du coût de la vie et l'apparition de l'inflation³⁸. Cette richesse mal gérée contribue à la chute de la monarchie de Senoussi. Par la suite, le système clientéliste mis en place par Kadhafi lui permettra d'exploiter le « *carburant de la révolution* » et ce afin de contrôler les différentes familles. Cependant, la répartition inégale de la manne pétrolière crée des envieux parmi les oubliés du régime.

Avant la révolution, la Libye était entièrement dépendante de l'industrie pétrolière et « *produisait 1,65 million de barils de pétrole par jour, ce qui représentait 96 % des revenus de l'Etat et 65 % du PIB* »³⁹. Cette richesse clé pour le fonctionnement de l'Etat libyen est mis à mal dès la fin du régime. Les infrastructures pétrolières (terminaux, oléoducs et puits) sont régulièrement attaquées par des groupuscules armés, et parfois

³⁵ Archibald Gallet, *Les enjeux du chaos libyens*, Politique étrangère, 2015

³⁶ Combats dans le port de Tripoli autour d'un navire transportant de la drogue

³⁷ Les revenus fédéraux passent de 40 millions en 1961 à 625 millions en 1965.

³⁸ Jean-Jacques Berreby, *La Libye à l'heure du pétrole*, Politique étrangère, numéro 6, 1959, p636-644.

³⁹ Frédéric Bobin, *En Libye, l'incessante bataille du pétrole*, Le Monde Afrique, 26/09/2016

investis par des tribus qui perçoivent les opportunités financières et politiques qu'offre le contrôle de ces zones. « *La production pétrolière a spectaculairement chuté [au lendemain de la révolution], oscillant [...] entre 200 000 et 300 000 barils par jour, soit entre 12 % et 18 % du niveau de 2010* »⁴⁰. Dès 2011, le contrôle de ces infrastructures a été la priorité du CNT puis du CGN. Cependant, ils n'ont jamais réussi à contrôler entièrement le réseau pétrolier, et ont subi les initiatives de chefs de guerre ambitieux⁴¹. Les conflits internes ont eu lieu à l'Est comme à l'Ouest⁴².

Aujourd'hui, le pétrole joue un rôle ambivalent entre fragmentation et unité du pays. La carte de la répartition des ressources pétrolières libyennes fait clairement apparaître une dysmétrie en faveur de l'Est (annexe 3). Le « croissant pétrolier », les principaux ports pétroliers (Sidra, Ras Lanouf, Brega et Zouétina) et quatre des cinq raffineries sont situées en Cyrénaïque. Cette région hautement stratégique recèle 85% des réserves de pétrole et plus de la moitié du brut exporté. Contrôlé jusqu'en septembre 2016 par le très opportuniste Jadhran, qui avait prêté allégeance au Gouvernement d'Entente Nationale de Faïez Sarraj au printemps 2016, le « croissant pétrolier » a été repris par le général Haftar au cours d'une action militaire conduite par l'Armée Nationale Libyenne (ANL). Ces attaques interviennent alors que des accords avaient été conclus en juillet 2016 pour reprendre les exportations et que deux terminaux pétroliers étaient à nouveau opérationnels. Perçu comme une provocation à l'encontre de l'ONU et un défi lancé au GEN, le contrôle de la plus importante zone pétrolifère donne un atout de poids à Haftar dans ses négociations avec le gouvernement. Sous le contrôle de Tobrouk/Beida, les exportations pétrolières ont enfin repris. En septembre 2016, L'appareillage du Seadelta du port Ras Lanouf, avec 776 000 barils de brut, était une première depuis 2014.

Toutefois, le contrôle des ressources ne signifie pas l'exploitation pleine et entière de leur revenue. En 2016, la division en deux branches Est et Ouest de la National Oil Company, en charge de la gestion de la gestion des ressources et des exportations pétrolières, n'a pas cloisonné la manne pétrolière entre Tobrouk/Beida et Tripoli. Les frontières sont perméables et les revenus convergent vers la banque centrale et divergent vers des intermédiaires.

⁴⁰ Frédéric Bobin, *En Libye, l'incessante bataille du pétrole*, Le Monde Afrique, 26/09/2016

⁴¹ En 2013, le commandant d'Ajdabiya, Ibrahim Jadhran a occupé les terminaux de Ras Lanouf et Zuwaytina, puis a cherché à vendre du pétrole de contrebande à un navire nord-coréen. Il ralliera successivement le clan Haftar en 2014, avant de rejoindre le gouvernement de Sarraj en 2016.

⁴² Le contrôle des champs de Sharara et de Fil a donné lieu, dès 2013, à de constantes frictions entre milices de Zenten et Touaregs.

Une des principales erreurs de l'Etat Islamique a été son expansion rapide jusqu'au champ de Mabrouk. Cette manœuvre a provoqué des revirements d'alliance inespérés et démontré que le pétrole restait un trait d'union fort entre les différentes fractions. La priorité actuelle des libyens est bien de réussir à exporter légalement du pétrole afin d'éviter la fin pure et simple de toutes les institutions. Et si au passage, les différents partis peuvent se servir à des desseins plus personnels, le statuquo sera maintenu. Des accords récents ont été conclus avec la frange pro-Haftar de la garde des installations pétrolière pour maintenir les exportations⁴³.

⁴³ La production en décembre 2016 était de 520 000 barils/jour. Si la production reprend à l'Ouest, la NOC atteindra 800 000 barils/jour – Chris Stephen - *NOC in race against time to boost oil revenues* – Libyan Herald – 18/12/2017

4. L'impossible conciliation politique

La démocratie telle que la conçoivent les pays occidentaux peine à trouver sa place au sein des institutions libyennes. Le chemin parcouru depuis 2011 a continuellement enfoncé les institutions libyennes dans la confusion et le chaos. Les options de sortie de crise deviennent opaques et l'unité politique actuelle semble dans une impasse.

4.1. Echec du CNT / GNP et la fracture politique de 2014

Au lendemain de sa révolution, la Libye s'est retrouvée face à un défi pour lequel elle n'avait pas été préparée : construire une démocratie. Si les nations alliées ont été promptes à fournir leur soutien militaire pour assurer la chute du guide suprême, elles ont joué un tout autre rôle, bien plus insidieux, dans le soutien du Conseil National de Transition (CNT) dans sa première expérience.

Les échecs du CNT puis du Congrès Général National (CGN) qui lui a succédé ont fini de plonger la Libye dans le chaos. Ils ont échoué dans la mise en exercice des fonctions régaliennes de l'Etat. Malgré un engouement initial pour les premières élections législatives de l'histoire de la Libye⁴⁴, les querelles entre les différentes factions, l'incapacité à gérer les problèmes de sécurité intérieure et l'échec dans la rédaction de la Constitution ont jeté le discrédit sur ce gouvernement. Le retour à la charia et l'influence des islamistes n'ont pas contribué à apaiser le climat, contribuant au contraire à maintenir l'entropie du système. De même, l'adoption d'une loi de « bannissement politique », visant à exclure du gouvernement les anciens cadres du gouvernement Kadhafi, a privé le CNT des seuls cadres expérimentés du pays.

Le 2 mars 2014, un sit-in devant le siège du parlement, puis l'envahissement de ce dernier par des manifestants qui s'en prennent à des députés, témoignent de l'exaspération de la population à l'égard d'un CGN accusé non seulement d'être incapable de mettre fin à l'anarchie et à l'insécurité, mais d'en être en partie responsable.

Les Libyens ne croient plus en ce gouvernement, et le recul du nombre d'inscrits aux législatives de 2014, par rapport à celui des élections législatives de juillet 2012⁴⁵ en est une des conséquences.

⁴⁴ 60% de participation

⁴⁵ Il atteint en février 1,1 millions d'inscrits contre 2,9 millions en 2012

Ces élections législatives, boycottées par les minorités ethniques, voient le recul des islamistes. La chambre des représentants élus, siège désormais à Tobrouk, et élit comme président Aguilah Salah Issa. Cependant, les islamistes ne reconnaissent pas ce gouvernement et, s'appuyant sur un certain nombre de députés islamistes du parlement sortant, désignent en août 2014 un gouvernement de salut national à Tripoli.

Les Libyens voient ainsi s'opposer deux gouvernements, se déclarant chacun légitime. La France et la plupart des pays occidentaux reconnaîtront dans un premier temps le gouvernement de Tobrouk/Beida comme seule entité légitime en Libye.

Dès septembre 2014, les Nations-Unies initient à Ghadamès un cycle de médiation entre la Chambre Des Représentants de Tobrouk (CDR) et le CGN. Cette première réunion et la suivante en janvier 2015 à Genève, seront boycottées par le CGN et ne permettront pas d'avancée significative, les deux parlements n'arrivant pas à s'accorder sur les différentes responsabilités et sur la légitimité des différentes institutions.

Par la suite, d'autres rounds de négociations se sont tenus en 2015, au Maroc et en Algérie. Sous la pression de l'expansion de l'Etat Islamique sur leur territoire, les deux chambres parviennent à un accord historique le 6 décembre à Skhirat.

4.2. La médiation onusienne et les impasses actuelles

Cet accord politique inter-libyen a pour but de refondre les structures étatiques libyennes en s'appuyant sur celles déjà existantes. Les manœuvres conduites par les Nations-Unies ont donc permis de mettre en place un Gouvernement d'entente nationale (GEN). La Libye s'articule aujourd'hui autour de trois centres de pouvoir (annexe 4).

Le Conseil présidentiel (CP), qui après s'être implanté dans la base navale d'Abu Sittah le 30 mars 2016, a rejoint les murs de Tripoli. Il est composé de neuf membres et dirigé par son premier ministre Fayez Al-Sarraj. Introduit par l'ONU à la tête de ce gouvernement, le premier ministre, n'est pas une figure forte du paysage politique libyen. Il est en revanche un homme répondant à beaucoup de compromis nécessaires : issu d'une famille de Tripoli, ancien membre du gouvernement de Tobrouk et non islamiste. En contrepartie, afin de renforcer sa notoriété, le CP tire son influence de certains de ses membres en lien avec les plus puissantes maisons libyennes : la cité de Misrata, le général Haftar et l'ANL, la ville-état de Zenten, le « Parti de la justice de la reconstruction » (PJR) et les frères musulmans, le CGN ou les « Petrol facilities guard ».

Le Conseil présidentiel préside le gouvernement d'entente nationale (GEN), qui est l'organe exécutif. L'accord de Skhirat prévoit que ce gouvernement soit reconnu par la Chambre des représentants (CDR) qui est l'organe législatif. Cependant, la localisation à Tobrouk de la CDR verrouille les possibilités de sortie de crise. Les pressions faites à l'encontre des représentants pro-GEN ont fait échouer depuis 2015 toutes les tentatives de reconnaissances du gouvernement. « *Les liens entre le représentant de la CDR, Aguila Saleh, et le chef de l'armée nationale libyenne (ANL), Kalifha Haftar, sont très fort* »⁴⁶. Haftar dirige depuis son quartier général de Majr et possède une influence significative sur la CDR de Tobrouk. Aucune décision n'est prise sans son assentiment. La place du général, en tant que chef des armées libyennes, est un des principaux sujets de discordes entre les deux clans. Le gouvernement de Tripoli se débarrasserait bien de cet ancien cadre de Kadhafi devenu trop populaire dans l'Est Libyen.

Enfin, afin de contenter les membres du CGN, la plupart d'entre eux ont rejoint le Conseil d'Etat, appareil étatique avec un rôle consultatif. L'influence de Khalifa Ghwell, premier ministre du gouvernement de salut national, a chuté significativement depuis la fin de la coalition Fajr Libya. Il reste cependant un des éléments générateur d'entropie. Ses actions à l'encontre du GEN lui ont valu de faire l'objet de sanctions de la part de l'Union Européenne.

Au bilan, les libyens, avec le soutien des Nations-Unies, ont créé une entité à trois têtes, réunissant des représentants de toutes les factions politiques, de toutes les régions, des villes et des milices les plus puissantes. Si la copie n'est pas parfaite, elle demeure une pierre essentielle pour la construction de l'avenir de la Libye. « *Le Représentant Spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Libye, Chef de la Mission d'Appui des Nations unies pour la Libye (MANUL), Martin Kobler, a affirmé [...] qu' « il faut continuer sur la base de ce dialogue politique», relevant qu'il revient aux Libyens de dialoguer sur la base de cet accord politique, car il n'y a pas d'autre alternative : il faut mettre en œuvre cet accord* ».⁴⁷

Depuis la reprise des combats entre les différentes factions en décembre, son existence est plus que jamais fragilisée. Cet accord de Skhirat va bientôt être confronté à l'échéance des

⁴⁶ *European Council of foreign relation, A quick guide to Libya's main players, 30 juin 2016*

⁴⁷ *El Moudjahid - Quotidien national d'information – Algérie - 15/10/2016*

prochaines élections parlementaires en 2017. La participation à ces élections et leur libre déroulement seront essentiels à la survie de cet accord.

4.3. La problématique Haftar

La personnalité du général Haftar et ses ambitions sont une des clés fondamentales pour ouvrir le verrou politique en Libye. Ancien lieutenant de Kadhafi, il a participé au coup d'état de 1969 pour renverser le roi Idriss. En 1986, après son échec à Ouadi contre l'armée tchadienne, il est fait prisonnier avec ses hommes. Kadhafi ne supporte pas l'affront et le désavoue. Il rallie l'opposition et le Front de Salut National de la Libye (FSNL), et dispose de l'appui de la CIA. Par la suite, après les errements de la guerre tchadienne, il se réfugie aux Etats-Unis, et s'installe à côté de Langley. En 2011, « *il est [...] « appelé », homme providentiel requis par le peuple. « Mes compatriotes m'ont demandé de revenir au pays aider à combattre l'ancien régime, j'ai répondu à leur requête.*»⁴⁸ Malgré son rôle dans la révolution et le soutien d'une partie de ses pairs, il est écarté d'emblée en 2011 de la tête de l'armée par le CNT, alors sous forte influence des islamistes. Plus tard, le climat sécuritaire délétère et les vagues d'assassinats en particulier à Benghazi lui donnent l'opportunité d'être appelé à nouveau. En 2014, il lance l'opération « Dignité » et provoque une scission majeure au sein du pays.

Anti-islamiste, ancien cadre militaire Kadhafiste et ayant établi des liens forts avec les services secrets américains, son profil est singulier et ambigu. Ce statut lui confère des appuis au sein du réseau des tribus anciennement pro-kadhafistes (Khadaffa, Warfalla...), dont l'influence est importante en Cyrénaïque. Une partie des cadres militaires ont rejoint ses troupes de l'Armée Nationale Libyenne, et en particulier la composante aérienne. Ces officiers assurent l'ossature d'une armée hétéroclite, faite de militaires, de miliciens, ou de mercenaires. Héritier de la tradition du panarabisme libyenne, il reçoit le soutien de l'Egypte du général Sissi, qui comme lui, qualifie la confrérie des frères musulmans de terroristes, considérant que ces derniers possèdent trop d'influence au sein du Gouvernement d'Entente National. Soutenu aussi militairement par l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis, Haftar continue de chercher des alliances et se tournent récemment vers la Russie pour établir un accord de coopération⁴⁹.

⁴⁸ Frédéric Bobin, *Libye : le regard sur le général Haftar est en train de changer*, Le Monde Afrique, 19/09/16

⁴⁹ Le général Haftar s'est rendu à Moscou puis à bord du porte-avions Kuznetsov le 11 janvier 2017 pour discuter sur les questions urgentes de lutte contre les groupes terroristes internationaux au Moyen-Orient – Christian Lowe – *East Libya strongman visits Russian aircraft carrier* – Reuters – 11/01/2017

Toutefois, les symboles qu'il véhicule sont loin de faire l'unanimité en Libye. Il est essentiel de ne pas confondre l'« envie d'une armée » et l'« envie d'Haftar ». Le combat contre le terrorisme et les jeux d'alliance lui octroient du pouvoir et une certaine légitimité. En contrepartie, ses ambitions sur le croissant pétrolier et au sein de l'appareil étatique, sa récente autopromotion au grade de maréchal, sont autant de signaux qui renvoient à l'image de Kadhafi et à la dictature militaire.

Il s'agit donc de donner suffisamment de pouvoir à Haftar pour qu'il accepte de se rallier au gouvernement, mais sans trop en faire, au risque de provoquer un blocage par les acteurs de l'Ouest libyen. Cet équilibre reste encore à trouver mais demeure vital pour l'avenir du pays.

4.4. Fédéralisme ou retour à la Jamahiriya

Comme évoqué précédemment, la Libye a connu l'expérience du fédéralisme (1956-1962). Ce mode de gouvernance, même s'il donne une certaine autonomie aux trois régions historiques, nécessite un gouvernement central, accepté de tous. Le roi Idriis, et son appui sur la Senoussiya, avait rendu possible la construction d'une forme d'Etat fédéral. Rien ne semble aujourd'hui pouvoir pousser la Libye dans cette option. Aucun gouvernement ne possède une légitimité suffisamment reconnue pour prétendre fédérer les trois régions.

Une option plus probable est une véritable fragmentation du pays en deux, voire trois provinces totalement indépendantes. Cependant, même si les rivalités sont présentes et exacerbées après cinq années de guerre civile, il n'en reste pas moins qu'il existe un fort sentiment national en Libye. L'Etat islamique l'a rapidement appris à ses dépens. Le général Haftar et le président Sarraj sont conscients que les fractures entre les différentes régions existent. Mais, si ils divergent sur le « comment faire une Libye unifiée », ils ont tous deux la volonté de construire une grande Libye.

De plus, les régions sont plus que jamais interdépendantes, sur le plan social ou économique. A force de jeux d'alliances, contractés et dissouts lors de six années de guerre civile, les tribus et les familles ont tissé des liens aussi fragiles que complexes, mais qui génèrent un réseau reliant l'ensemble des trois régions.

Les mouvements séparatistes existent toutefois et sont influents dans chaque région. La Cyrénaïque s'est déclarée indépendante en juin 2013 sous l'influence du jeune chef de guerre ambitieux Ibrahim el-Jadhran, d'Ajdabiya. Ce désir d'indépendance se heurte toutefois au projet de fédéralisation porté par les élites encore fidèle à la monarchie et à

Ahmed Zoubeïr el-Senoussi. La déclaration d'indépendance de 2013 a été suivie de celle du Fezzan en septembre de la même année. Ces annonces de façade ne sont pour l'instant pas suivies de faits.

Une dernière hypothèse concerne le retour au système de la Jamahiriya libyenne. Quelques prédicateurs originaux⁵⁰ pensent qu'un tel système est la seule solution envisageable pour la Libye. Ces mouvements demeurent marginaux et traduisent surtout l'influence des tribus pro-kadhafistes. Cette hypothèse est renforcée par la nomination septembre 2015 de Saïf Al Islam, comme représentant légal du conseil suprême des tribus.

⁵⁰ Interview de Franck Pucciarelli, fondateur du RILUD (*Rassemblement International pour une Libye Unie et Démocratique*), La voie de la Libye, 15 août 2016.

CONCLUSION

La fragmentation actuelle de la Libye est une réalité historique, qui s'est enrichie au cours des années par des rivalités internes et des influences externes. Les années de règne de Mouammar Kadhafi ont décuplé les tensions existantes et créé de nouvelles failles bien plus profondes dans la société. La Libye d'aujourd'hui doit composer avec cet héritage et trouver des solutions pour sortir d'une guerre civile qui dure depuis 2011.

L'accord politique de Skhirat de 2015, signé sous la pression de l'Etat Islamique, est une pierre essentielle pour la reconstruction du pays. Incluant l'ensemble des acteurs majeurs de la Libye, il propose une option libyenne pour résoudre la crise. Cependant, la mise en œuvre de ce texte butte encore sur la personnalité et les ambitions des principaux cadres au pouvoir, et en particulier celles du général Haftar. Cet ancien officier de Kadhafi possède l'une des clés principales du verrou politique, et son entente avec les islamistes est essentielle pour sortir le pays de son enlèvement.

Toutefois, si le pays est déjà dans les faits fragmenté en deux, voire trois régions, l'indépendance régionale n'est que relative. Il existe entre elles autant de querelles qui les divisent que de liens qui les unissent. Le pétrole, l'attachement tribal et l'islam partagent et rapprochent les libyens. Ce pays est fait de ces liens aussi versatiles, qu'éphémères. Les alliances contractées ne durent pas et changent au gré des intérêts et des rapports de force. Les clans qui ont rallié l'armée nationale libyenne d'Haftar aujourd'hui peuvent le lâcher voire le combattre demain ; en particulier lorsqu'il appelle à vouloir marcher sur Tripoli. Aucun des acteurs en Libye n'est suffisamment puissant pour pouvoir se lancer dans une conquête totale du pays. Les milices puissantes de Misrata ou Zentan savent qu'elles ne disposent pas des moyens militaires suffisant pour prendre l'ascendant et agissent essentiellement par des attaques ciblées sur leurs zones d'intérêts. La faiblesse des différents belligérants maintient l'état de chaos qui règne dans le pays mais l'a préservé d'une guerre totale entre l'Est et l'Ouest. Du moins jusqu'à présent.

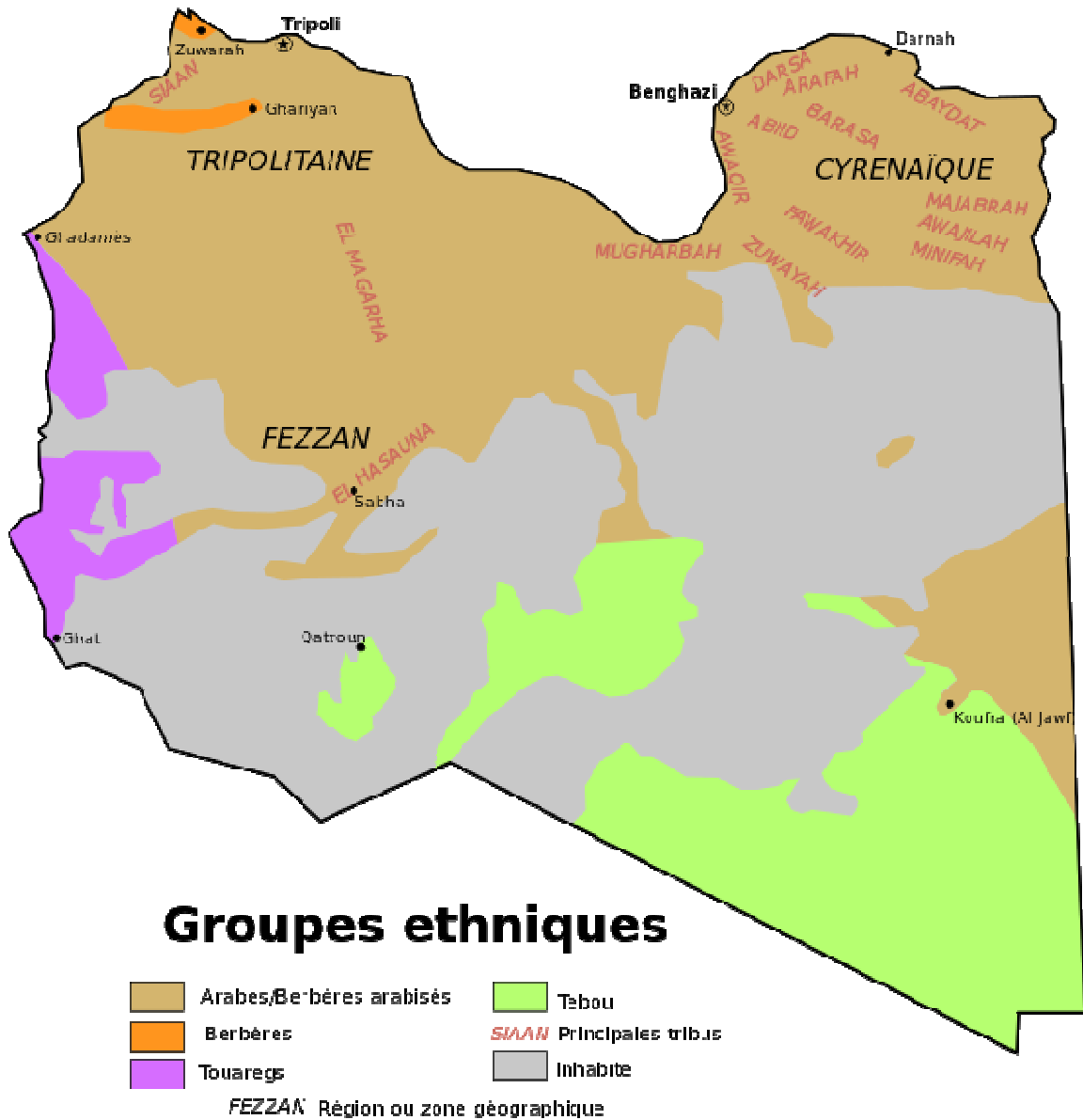
L'intervention militaire de l'OTAN en 2011 avait introduit un déséquilibre fort dans la balance des potentiels et un biais suffisant pour amener la guerre totale. Aujourd'hui, il est essentiel que le soutien militaire apporté à la Libye se limite à des frappes ciblées pour détruire les groupes terroristes ou à des actions de formation de la garde nationale. De nombreuses nations occidentales, dont la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis

reconnaissent officiellement et soutiennent le gouvernement d'entente nationale, et certaines appuient officieusement le général Haftar dans son combat contre les groupes terroristes. Il ne faut pas dépasser ce cadre et laisser les libyens trouver une solution à leur crise. Une nouvelle intervention militaire en Libye briserait le peu que les Libyens ont réussi à construire avec l'accord de Skhirat.

La reconstruction de la Libye est envisageable à condition de progresser par étapes, lentement, et ce afin de recoudre les plus grandes fractures laissées par des années de guerre. Ce pays est en situation d'équilibre fragile, et chaque coup d'éclat fait régresser le processus d'unification de plusieurs années. Compte tenu de l'instabilité actuelle, cette étude a donné des éclairages sur les difficultés auxquelles la Libye est confrontée, mais il semble illusoire de prévoir l'horizon libyen, ne serait-ce que pour les semaines ou mois à venir.

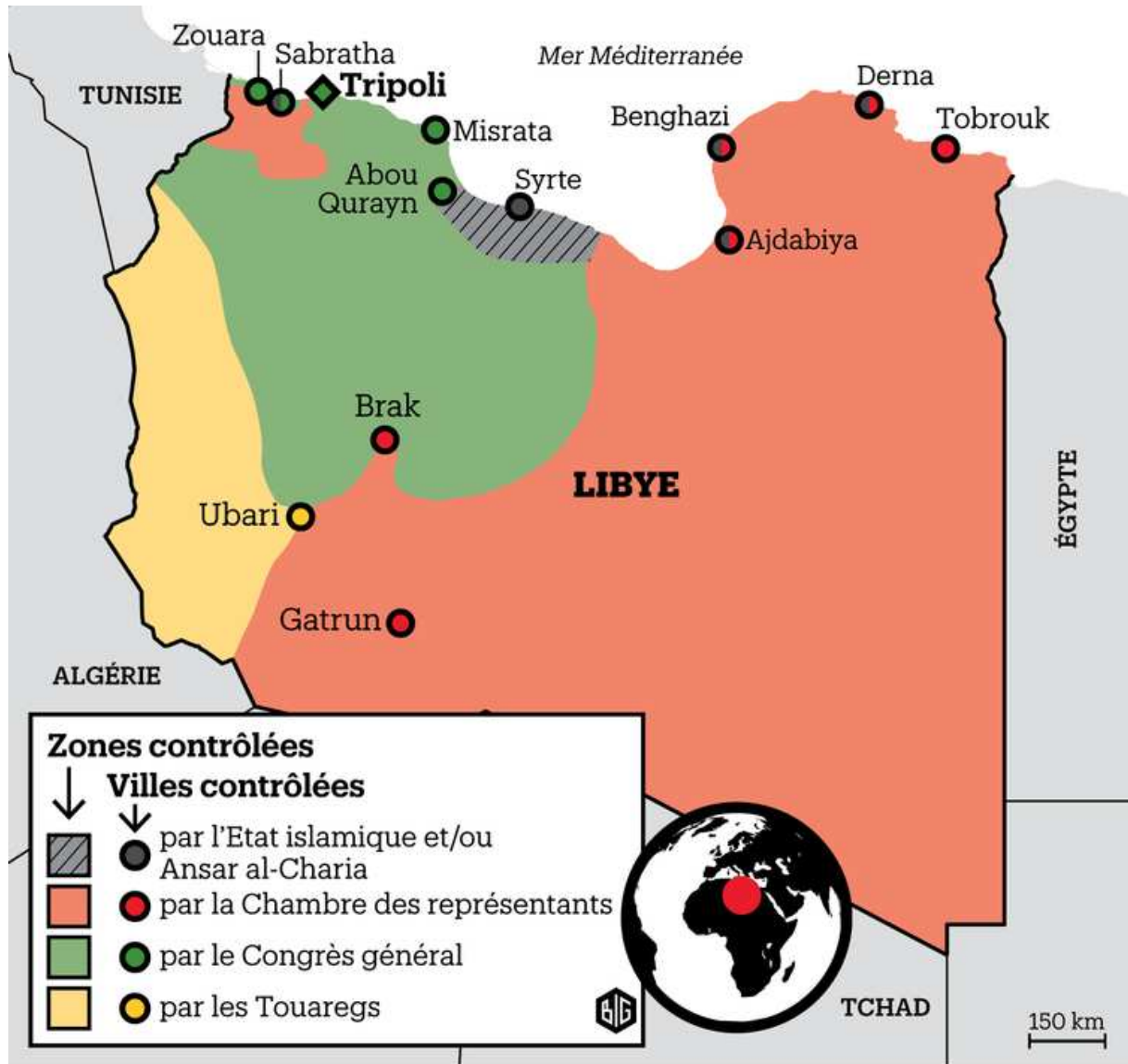
Annexe 1

Ethnies et tribus en Libye



Annexe 2

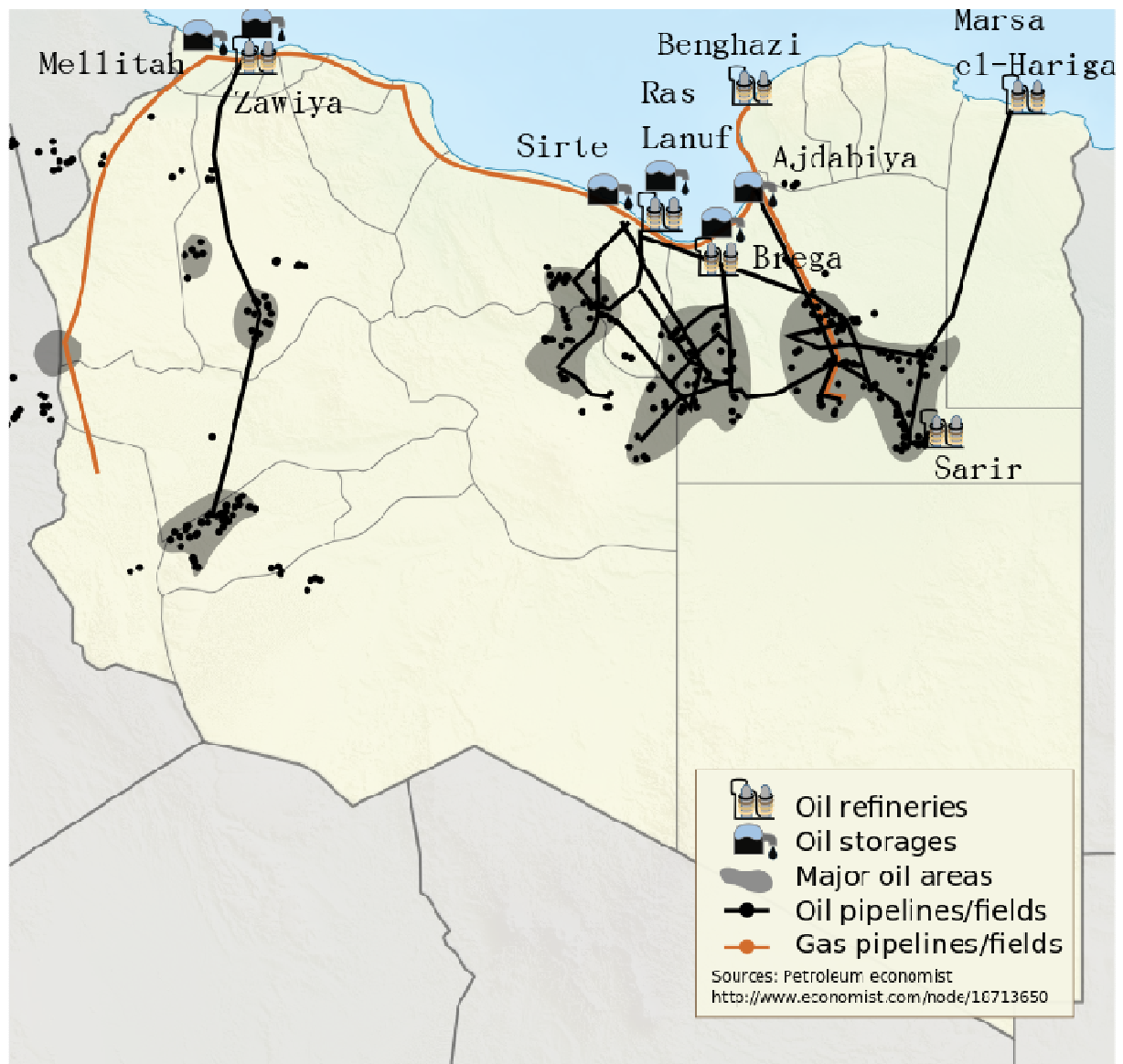
Partition de la Libye en novembre 2016



Source : <http://numidia-liberum.blogspot.fr/2015/10/la-libye-comprendre-la-situation.html>

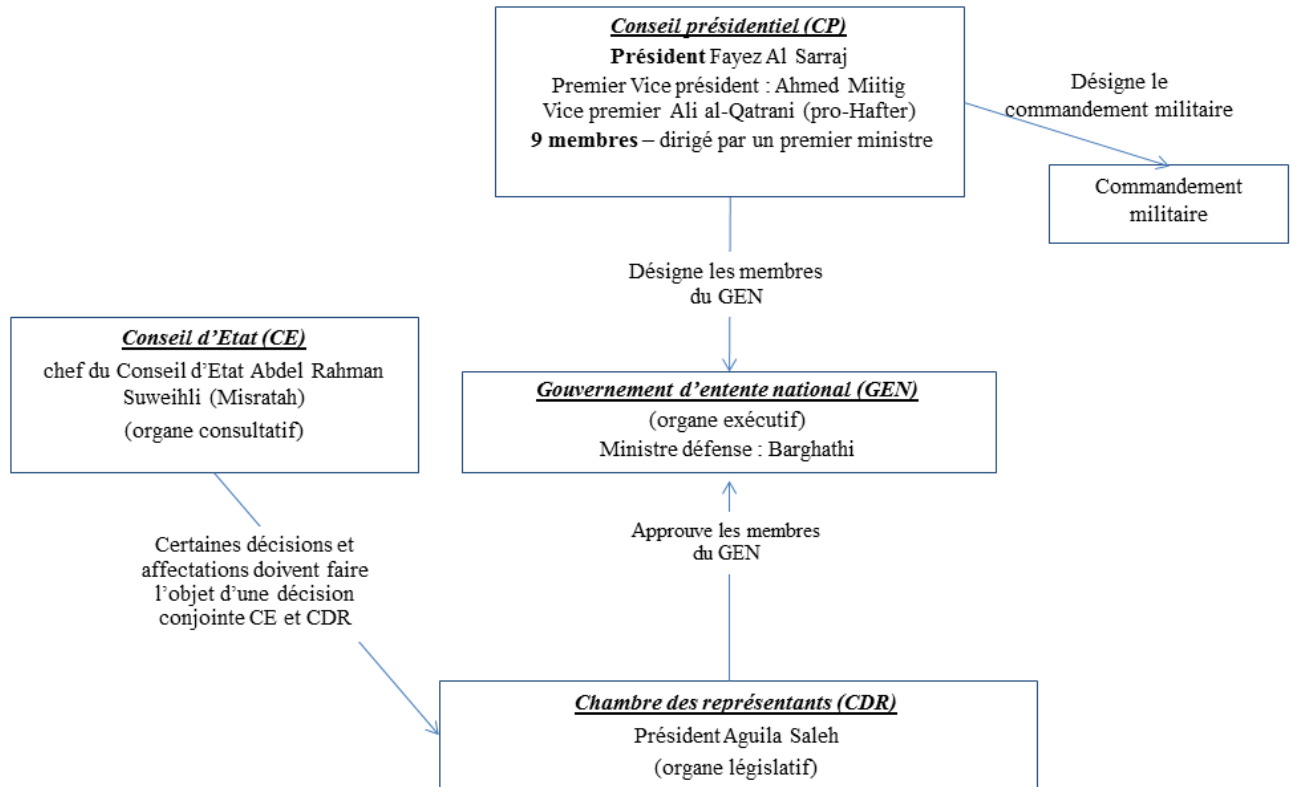
Annexe 3

Carte des zones pétrolifères



Annexe 4

Gouvernement libyen 2016



Annexe 5

Chronologie de la crise libyenne

- 1969** : coup d'état, renversement du roi et prise de pouvoir de Kadhafi
- 2011 – 14 février** : 213 personnalités politiques et intellectuelles demandent la démission de Kadhafi
- 2011 – 15 février** : Affrontement sur la place d'El-Beyda (Est libyen) entre police et citoyen – manifestations organisée par des islamistes, vers les dépôts d'armes ; début des manifestations à Benghazi
- 2011 – 19 février** : début de la tentative de médiation mais échec et début d'emploi des armes contre les manifestants
- 2011 – 20 février** : la révolte se propage à tout l'Est libyen et début d'assaut vers l'ouest
- 2011 – 21 février** : démission du ministre de la justice
- 2011 – 22 février** : discours virulent de Kadhafi à l'encontre des insurgés
- 2011 – 27 février** : proclamation du conseil national de transition
- 2011 – 19 mars** : début d'intervention de l'OTAN conformément aux résolutions 1970 et 1973 du conseil de sécurité
- 2011 – 15 avril** : révolte armée à Ez-Zaouia, Missrata et Ez-Zenten
- 2011 – 5 mai** : formation d'un conseil composé des chefs de tribus pour contrecarrer le CNT
- 2011 - juillet 2011** : Assassinat du général Abd al-Fatah Younis, ancien ministre de l'Intérieur de Qadhafi devenu commandant en chef de l'armée rebelle.
- 2011 – 23 août** : effondrement du régime de Kadhafi et prise de Tripoli
- 2011 – 23 octobre** : mort de Kadhafi à Syrte
- 2012 – 7 juillet** : élection libre des 200 membres du conseil général national
- 2012 – 8 aout** : transfert de pouvoir du CNT vers le CGN (Alliance des forces nationales 48% des sièges – 62% de participation)
- 2013 – 23 octobre** : auto proclamation du gouvernement autonome de Cyrénaïque
- 2014 – 12 janvier** : le vice-ministre de l'Industrie est tué par balles à Syrte
- 2014 – 9 février** : le juge et membre de la cour suprême, Abdel Aziz al Hasadi, premier procureur général de la Libye post Jamahiriya est abattu à Derna

2014 – mars : arraisonnement par le marine US du « Morning Glory », exportant le pétrole au profit seul de la Cyrénaïque

2014 – 11 mars : les parlementaires votent la destitution de Zeidan (124 voix sur 194) et nomment à sa place le ministre de la Défense, Abdallah Al Thini

2014 – 2 mars : si-tin devant le siège du parlement

2014 – 15 avril : reprise des exportations pétrolières à partir du port d'Al Harriga

2014 - 4 mai : Ahmed Mittig, homme d'affaires originaire de Misrata est élu premier ministre

2014 – 16 mai : opération « Dignité » du Général Haftar pour éradiquer les islamistes. Attaque contre positions à Benghazi (force régulière + katiba autonomistes de Cyrénaïque) : Ansar al Charia, de la Brigade du 17 février, de la milice Rafallah el Sahati et de la brigade orientale du Bouclier de Libye

2014 – 18 mai : Assaut du CGN par les milices de Zenten

2014 – 20 mai : Annonce par la Haute Commission électorale de la tenue de nouvelles élections législatives.

2014 – 9 juin : Election du 4 mai invalidée par la cours suprême.

2014 – 25 juin : Elections législatives pour légitimer une nouvelle instance mais 42% de participation. Le gouvernement de la chambre des représentants siège à Tobrouk et élit comme président Aguilah Salah Issa

2014 – 13 au 23 aout : Bataille de l'aéroport de Tripoli

2014 – 23 aout : Ex CNG désignent un gouvernement de salut national à Tripoli - épaulé par un certain nombre de députés islamistes du parlement sortant, élection d'Omar Al Hassi Premier ministre

2014 – 17 septembre : Conférence ministérielle sur la stabilité et le développement de la Libye qui s'est tenue à Madrid le 17 septembre et a réuni 12 États 59 ?? et 5 organisations internationales ou régionales

2014 – 3 octobre : Majlis Choura Chabab Al Islam à Derna proclame son allégeance au califat d'Al Baghdadi

2015 – 27 janvier : attaque de l'Etat islamique (EI) contre l'Hôtel Cornthia à Tripoli

2015 – 14 février : EI prend le contrôle d'une partie de Syrte

2015 – 20 février : Election de l'assemblée constitutionnelle

2015 – 3 mars : Prise de contrôle par des groupes djihadistes des champs pétrolifères d'Al-bahi et d'Al Mabrouk

2015 – 01 avril : Omar Al Hassi

2015 – 28 mai : EI contrôle Syrte (dont l'aéroport et la centrale électrique)

2015- 10 juillet : A Skihirat (Maroc), sous égide de l'ONU, signature d'un accord inter libyen de « paix et de réconciliation », mais par le gouvernement de Tobrouk uniquement

2015 – 09 octobre : Proposition de formation d'un gouvernement d'union nationale. Projet rejeté le 12 octobre par le CGN et le 19 octobre par la CDR.

2015 – 24 décembre : Remise du projet de Constitution

2015 – 31 décembre : Acceptation de l'accord de l'ONU par Aguila Salah Issa (CDR)

2016 – 4 janvier : Offensive de l'EI et prise de contrôle de Ben Jawad et des terminaux pétroliers de Ras Lanouf, Marsa El Brega et Al-Sedra

2016 – 7 janvier : Attentat de l'EI à Zliten (65 morts)

2016 – 10 janvier : Assaut de l'EI sur le port de Zuwetina repoussé par la Garde des installations pétrolières

2016 – 12 mars : Prise de fonction de Sarraj à Tunis, et investiture du gouvernement

2016 – 30 mars : débarquement à Tripoli par la mer du gouvernement de Faïez Sarraj, premier ministre d'un gouvernement d'union nationale. Prise de contrôle du siège de la TV nationale par les milices pro Sarraj

2016 – 01 avril : le gouvernement d'union national des majuscules s'installe à Tripoli

2016 – 05 avril : Dissolution du CGN

2016 – 05 mai : formation par le gouvernement d'union nationale (GEN) d'une chambre ops anti EI – création d'une garde présidentielle

2016 – 12 mai : EI s'empare d'Abou Grein

2016 – 19 mai : les brigades de Missrata reprennent Abou Grein

2016 – 31 mai : les GIP reprennent Ben Jawad (soutenus par les forces spéciales britanniques) puis rentre dans Syrte

2016 – 04 juillet : réunification de la compagnie pétrolière libyenne et reconnaissance du GEN

2016 – 12 juillet : le GEN quitte la base navale et s'installe à Tripoli

2016 – 01 août : bombardement US sur Syrte à la demande du GEN

2016 – 22 août : refus du parlement libyen d'accorder sa confiance au Gouvernement d'Entente National

2016 – septembre : Affrontement entre ANL et la milice PFG pour le contrôle des infrastructures pétrolières : 11 septembre Ras Lanouf, 12 septembre Zeitana, 13 septembre Brega

2016 – 21 septembre : départ d'un tanker le Seadelta depuis Ras Lanouf (dernier novembre 2014)

2016 – 6 octobre : enlèvement du Cheikh Nader Omrani

2016 – 5 novembre : Arrestation et assassinat par des forces pro-Hafter, à Benghazi, de deux partisans du ministre de la Défense du GEN Mahdi Barghathi, membres de la brigade 204 de l'ANL

2016 – 21 novembre : 7 morts et une trentaine de blessés dans un attentat à la voiture piégée près d'un hôpital à Benghazi

2016 – 6 décembre : Chute de l'Etat Islamique à Syrte

Bibliographie

- Patrick Haimzadeh , *Au cœur de la Libye de Kadhafi*, Paris, éditions Jean-Claude Lattes, 2011
- Jean Fleury, *Crise libyenne : la nouvelle donne géopolitique*, édition Jean Picollec, Paris, 2012
- Olivier Pliez, *Ville du Sahara*, Paris, CNRS édition, 2003
- LCL Guillaume chantereau, *La guerre de Libye. De la victoire militaire à la transition démocratique : les ambiguïtés de la coalition anti-Kadhafi*, Paris, 2016
- Moncef Ouannes, *Révolte et reconstruction en Libye*, L'Harmattan, Paris, 2014
- Bernard Lugan, *Histoire et géopolitique de la Libye des origines à nos jours*, Bernard Lugan Editeur, 2015
- Archibald Gallet, *Les enjeux du chaos libyens*, Politique étrangère, 2015
- Moncef Ouannes, *Militaires, élite et modernisation dans la Libye contemporaine*, Paris, 2009
- Hocine Chougui, *La composition ethnique des tribus libyennes*, ISM, 2012
- Arwa Kaddur, *Bilan de la situation en Libye*, IRIS, Janvier 2015
- Arwa Kaddur, *bilan de la situation en Libye*, Observatoire des mutations politiques dans le monde arabe, janvier 2015
- Yahia H. Zoubir, *Contestation islamiste et lutte antiterroriste en Libye (1990-2007)*, *L'Année du Maghreb*, 2008
- AFP – *Libye : l'ONU soutient la création d'urgence d'une garde présidentielle* – 06/12/2016
- Jean-Jacques Berreby, *La Libye à l'heure du pétrole*, Politique étrangère, numéro 6, 1959
- Archibald Gallet, *Les enjeux du chaos libyens*, Politique étrangère, 2015
- Frédéric Bobin, *En Libye, l'incessante bataille du pétrole*, Le Monde Afrique, 26/09/2016
- Chris Stephen - *NOC in race against time to boost oil revenues* – Libyan Herald – 18/12/2017
- European Council of foreign relation, *A quick guide to Libya's main players*, 30 juin 2016
- Frédéric Bobin, *Libye : le regard sur le général Haftar est en train de changer*, Le Monde Afrique, 19/09/16
- Christian Lowe, *East Libya strongman visits Russian aircraft carrier* – Reuters – 11/01/2017